Soutien aux luttes en Martinique et en Guadeloupe

Depuis mi-novembre le peuple guadeloupéen a débuté une grève générale. Peu après le peuple martiniquais en a fait de même. Les médias présentent les événements comme des émeutes et passent sous silence les revendication sociales.

Si l'opposition à l'obligation vaccinale -qui mobilise depuis le 17 juillet-a été l'étincelle, **la contestation porte aussi sur des revendications sociales** : l'augmentation des salaires, l'arrêt de la répression judiciaire et patronale, l'accès à l'eau potable, la dépollution des sols. La révolte prend différentes formes : blocages de ports, barrages sur les routes, autoréductions ou encore des manifestations massives. **Pour seule réponse l'État français opte pour la répression**. Etant donné que La Guadeloupe et la Martinique sont des colonies, l'État envoie le Raid et le GIGN en plus des gendarmes mobiles (une centaine de personnes est emprisonnée à la suite de ces révoltes). Le ministre des Outremers a quitté la table des négociations dès lors que l'intersyndicale guadeloupéenne à refusé de condamner les violences.

Pourtant il semble que la France à une dette immense face à ces deux departements d'outre mer.

La France les colonise en 1635. En 50 ans elle a exterminé les autochtones, le temps de mettre au point le code noir qui sort les africains de l'humanité (bien meuble). Le racisme est alors créé et continue a structurer les Antilles mais aussi la France. Notre pays s'enrichit alors sur la traite négrière: le café, la canne à sucre les bananes sont produits au prix de millions de morts

Lors de l'abolition de l'esclavage (1848) des sommes d'argent dépassant l'entendement sont offertes aux maîtres esclavagistes. Richesse dont bénéficient encore de nos jours les békés (les descendants des anciens propriétaires). Quelques familles békés contrôlent aujourd'hui l'import-export et sont propriétaires des supermarchés (les prix des denrées sont 40% plus élevés qu'en France).

Traitées comme des colonies la Martinique et la Guadeloupe se transforment en département en 1946. A cette époque de puissantes luttes sociales et antiracistes ont lieu. Durement réprimées, certaines sont noyées dans le sang comme en mai 1967 en Guadeloupe où la répression fera 87 morts. L'indépendantisme mélé aux luttes sociales fait peur à l'Etat qui envoie la jeunesse en métropole (Bumidom). En 2009 une grève générale a paralysé pendant plus d'un mois et demi tous les secteurs, privés et publics. Les revendications (hausse des salaires, contrôle des prix, logement, environnement santé, foncier, pêche). Une partie est finalement accepté par l'Etat , mais en grande partie pas appliquée.

Les deux îles sont polluées par le chlodéconne (poison utilisé dans la monoculture de banane). Interdit dès 1975 aux Etats Unis il est utilisé jusqu'en 1993. La complicité de l'Etat avec les grands patrons a assassiné indirectement des milliers de travailleurs agricoles. Aujourd'hui les terres et l'eau sont toujours pollués et la Martinique et la Guadeloupe détiennent le record du monde du cancer de la prostate.

« **La paix sociale ne peut pas exister dans un pays où vous avez 60% des moins de 25 ans qui sont au chômage » Élie Domota** (syndicaliste guadeloupéen)

Le taux de chômage est deux fois plus élevé qu'en France et les jeunes en sont les premières victimes. Les services publics essentiels (l'école, l'hôpital, l'eau potable) sont sous-dotés en moyen et doivent faire face à une pénurie quasi permanente.

Il est de notre responsabilité d'apporter notre soutien depuis la métropole aux luttes des peuples guadeloupéens et martiniquais.

Rendez-vous vendredi 10 décembre à 18h30 place Victor Hugo pour un rassemblement en soutien aux luttes dans les Antilles

unef GRENOBLE le syndicat étudiant

UNL La voix lycéenne - Isère

NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

ACTION ANTIFASCISTE GRENOBLE